Case FRC 233

ADRESSE

AUX VRAIS PATRIOTES.

PARMI les Français qui ſont reſtés fidèles à la Religion, au Roi & à la Patrie, les uns n'ont pas craint de faire connaître leur opinion, ils ont oſé l'écrire & la répandre : ils ſollicitent depuis long-tems à grands cris une vengeance éclatante contre des Députés qui, choiſis par leurs Concitoyens ; pour travailler à la réformation des abus, munis de leurs pouvoirs pour maintenir la Religion & pour aſſurer l'état & les propriétés de leurs Commettans, n'en ont cependant fait uſage que pour renverſer le Trône & l'Autel, pour répandre ſur toutes les Claſſes de la Société & ſur tous les individus du Royaume, un déluge de maux que cinquante années de tranquillité ne répareront peut-être pas.

D'autres Citoyens vertueux, mais moins courageux, gémiſſent en ſilence ſur les malheurs dont ils ſont les témoins ou les victi-

mes. Entourés de ſcélérats familiariſés avec le crime, ils ſavent que le moindre murmure peut leur couter la vie, & malheureuſement ils manquent de courage néceſſaire pour braver la mort.

Les premiers n'ont pas beſoin d'être encouragés, ils n'attendent que le moindre ſignal pour ſe rallier ſous le Drapeau de l'honneur & pour ſéconder de tous leurs efforts les auguſtes Libérateurs de la France.

Ces courtes réflexions ſont donc uniquement deſtinées à arracher a leur pernicieuſe léthargie des Citoyens honnêtes mais timides, & a leur retracer les maux innombrables qui peuvent réſulter de leur peu d'énergie ; il eſt ſans doute difficile de donner du courage à l'homme qui craint la mort; cependant, lorſqu'on lui fait entrevoir tous les dangers attachés à l'inertie dans le moment préſent, lorſqu'il ne peut ſe diſſimuler que ſa vie, dans tous les cas, eſt expoſée, par cela même qu'il n'eſt pas un ſcélérat déclaré, il ſemble qu'il n'ait plus à balancer.

Si l'homme timide eſt forcé de choiſir entre deux manieres de meurir, il faut ſans doute qu'il ſe détermine pour celle qui lui laiſſant une reſſource, met du moins à couvert ſon patriotiſme & ſon honneur.

Si, en gardant le ſilence ſur les malheurs

de l'Etat, l'homme honnête pouvait en prévoir le terme, cette conſidération ſervirait peut-être d'excuſe à ſa timidité; mais quand il voit chaque jour la meſure ſe combler, quand il ne lit que des Décrets marqués au coin de l'injuſtice & de la mauvaiſe foi; quand il voit la Religion diſparaître & le Trône s'écrouler; quand enfin il ne peut ſe diſſimuler que la réunion des vrais Patriotes ſuffirait de reſte pour faire rentrer dans la pouſſiere les Auteurs de ſes maux, c'eſt alors qu'il ne doit pas craindre de ſe montrer tel qu'il eſt, & que ſon intérêt lui commande de ſecouer un joug honteux, & mille fois plus fâcheux que la mort.

La Révolution préſente eſt entiérement l'effet de l'opinion populaire, déterminée par de fauſſes promeſſes & par tous les moyens de corruption qu'on a ſçu mettre en uſage. Le Peuple ſéduit par-tout, commence enfin, en différens endroits, à reconnaître qu'on l'a trompé; il voit que l'égalité dont on l'avait flatté eſt impoſſible; il éprouve lui-même, par ſa propre expérience, que cette funeſte Liberté qu'on prétend lui avoir rendue, n'eſt qu'une licence effrénée, dont l'effet infaillible eſt la deſtruction de tout ordre ſocial. Il voit dans l'envahiſſement des biens du Clergé une opération digne de CARTOUCHE; il s'apperçoit qu'elle n'a été entrepriſe que pour détruire la Religion, dont on a voulu dévouer les Miniſtres à la miſere & au mépris; il reconnait

que les droits Seigneuriaux ſont une propriété auſſi ſacrée que celle d'une portion de terre, & que la ſuppreſſion de la dixme eſt un vol fait à ceux à qui elle appartenait, au profit des propriétaires de fonds qui n'y avaient aucun droit.

Dans les Villes ſur-tout, les Commerçans, les Artiſans & tous les Bourgeois d'un état honnete, conviennent déja de l'abſurdité d'une Conſtitution qui fourmille de contradictions & d'injuſtices. Ils redemandent hautement l'ancien ordre de choſes, dégagé, autant que faire ſe pourra, de tous les abus qui s'y étaient gliſſés, & dont ils avaient ſollicité la réforme. Et dans le vrai, il n'exiſte plus pour l'Aſſemblée Nationale qu'une vile populace, qui s'attache toujours à celui qui la paye le mieux, & qui n'ayant rien à perdre, ne peut rien eſpérer que du déſordre & du pillage.

On ne voit plus dans les provinces d'amis de la Révolution, qu'une foule d'Officiers Municipaux & de Départemens, leſquels ſortis de la fange, craignent d'y rentrer pour jamais s'ils ont le bonheur d'échapper au châtiment que pluſieurs d'entr'eux ont ſi bien mérité.

Que pourraient donc craindre déſormais les amis de la Religion & du Trône? Qui peut encore les arreter & les empècher de ſe montrer ce qu'ils ſont; qu'ils paraiſſent enfin avec

confiance, puiſqu'ils ſont aſſurés d'être les plus forts, & qu'ils demandent hautement la tête des Coupables.

C'eſt alors que les Princes entreront en France avec aſſurance, & qu'ils indiqueront un point central, auquel ſe réuniront tous les Amis de la Monarchie Françaiſe. On verra cette partie de l'Armée, corrompue & égarée, honteuſe de ſa défection, venir ſolliciter & mériter ſon pardon en combattant les ennemis de l'ordre public. Peu de jours ſuffiront pour rendre au Roi ſon autorité ; mais il doit en conſacrer le premier uſage au bonheur de ſon Peuple. Les diſpoſitions des deux premiers Ordres de l'Etat, depuis long-tems connues, lui en aſſurent les moyens. Plus de priviléges pécuniaires ; plus de vexations d'aucune eſpece ; les Magiſtrats contenus dans de juſtes bornes & rendus à leurs fonctions ; chaque Ordre remis à ſa place, voilà, ſans doute, de quoi ramener, en peu de mois peut-être, les beaux jours de la France, & nous faire oublier tous nos malheurs ; mais non, ils ne doivent pas être oubliés, il faut les avoir long-tems préſens, & qu'ils ſervent de leçon aux Rois & aux Miniſtres. C'eſt la faibleſſe des uns & la corruption des autres qui ont perdu la France.

Il exiſte, il eſt vrai, un affreux déſordre dans les Finances, mais les reſſources ſont immenſes. Une grande économie dans l'admi-

niſtration des affaires de l'Etat ; de grands ſacrifices de la part des Sujets capitaliſtes & autres, ſuffiront encore à la liquidation des dettes du Royaume & au bonheur des Peuples : il eſt démontré que la Nation eſt, dans ce moment, en état de banqueroute, & que la contre-révolution eſt ſeule capable de la faire ceſſer ; puiſſe-t elle s'opérer ſans criſe violente, ſans convulſion & ſans effuſion de ſang; la réunion des vrais Patriotes, autour des Princes, peut nous le faire eſpérer. Si tous les honnêtes gens ſe préſentent en maſſe impoſante, ils verront fuir devant eux les Auteurs de nos maux. Mais ſi les Princes ne peuvent aſſez compter ſur notre courage, s'ils ſont forcés, pour faire ceſſer les malheurs de la France, d'avoir recours aux Puiſſances étrangeres, il n'eſt plus poſſible de calculer les ſuites d'une entrepriſe qui mettra le Royaume entre les mains de ſes ennemis naturels. Pourrait-on ſe flatter que l'honneur ſeul les conduiſit au ſecours d'une Puiſſance qui, jadis, fit trembler l'Europe; qui depuis peu d'années a ſçu, par la force de ſes armes & par ſa politique, ajouter à ſes Provinces une portion conſidérable du patrimoine de ſes Voiſins, & qui, récemment encore, a décidé, par ſa grande prépondérance, le démembrement de la Couronne d'Angleterre? Peut-on croire que ſi cette rivale de la France trouve une occaſion favorable de s'en venger, elle ne ſaura pas la ſaiſir.

Il n'y a cependant pas de milieu, il faut

que les Princes ſoient ſoutenus par tout ce que la France compte encore de fideles Sujets, ou qu'ils cherchent hors du Royaume les moyens néceſſaires pour rendre au Roi ſa Couronne & l'héritage de ſes peres; c'eſt leur propre cauſe qu'ils ſoutiennent, en défendant celle du Monarque, leur honneur ne leur permet plus de reſter dans l'inaction. La Providence ne les a ſouſtrait à la fureur des aſſaſſins, que pour les réſerver à la vengeance de la Religion & du Trône; telle eſt leur deſtinée, cèlle de tout bon Français eſt de les ſeconder. Tous doivent ſe réunir à eux contre l'ennemi commun, contre les monſtres qui déchirent l'État, & dont il faut enfin purger la terre.

776